



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°14 – du 31 mars au 14 avril 2023

## En bref

- Selon la [Banque d'Angleterre](#), le nombre de défaut de paiement des ménages et des PME a augmenté au premier trimestre 2023 et cette tendance devrait se poursuivre au trimestre suivant.

- L'inflation anticipée par les ménages sur les douze prochains mois, un indicateur publié par [Citi / YouGov](#) auquel la Banque d'Angleterre prête une attention particulière, est en baisse, passant de 5,6 % en février à 5,4 % en mars.

- Selon [Altus Group](#), le nombre record de fermetures de pubs (153) observé au premier trimestre 2023 en Angleterre et au Pays de Galles, contre 104 pour

### LE CHIFFRE À RETENIR

+0,0 %

Le [PIB](#) britannique est stable en février, après +0,4 % en janvier.

la même période l'année dernière, s'explique par la hausse des coûts de l'énergie.

- Manchester va devenir la première ville du Royaume-Uni à introduire une taxe d'un montant d'une livre sterling sur les nuits d'hôtels ou de location d'appartements de vacances, qui devrait lui permettre de collecter 3 M£ par an. Les villes du Pays de Galles pourraient en faire de même prochainement.

- [Deutsche Bank](#) ne s'attend plus à ce que le PIB du Royaume-Uni

se contracte mais à ce qu'il reste inchangé en 2023.

## Actualité macro-économique

Selon [The Times](#), le gouvernement envisage un plan de réduction d'impôts et d'augmentation du salaire minimum qui serait présenté à l'occasion du budget d'automne – Le Chancelier de l'Echiquier envisagerait une réduction du taux principal de l'impôt sur le revenu, actuellement à 20 %, et l'augmentation du salaire horaire minimum, concernant 2 M de travailleurs, de 10,42 £ à 11,16 £. En effet, les *Tories* s'étaient engagés à ce que le salaire minimum atteigne les deux tiers du salaire médian d'ici l'année prochaine. Ces mesures seraient mises en œuvre à partir du 1<sup>er</sup> avril 2024.

**Les trois indicateurs de court terme S&P Global / CIPS de l'industrie manufacturière, de la construction et des services sont en baisse entre février et mars 2023** – L'indice manufacturier est tombé à 47,9 en mars, après 49,3 le mois précédent, indiquant que l'investissement des entreprises restera probablement faible cette année. Cet atonement de l'investissement pourrait s'expliquer par la hausse du coût d'emprunt et l'annonce tardive de la [super deduction](#). L'indice de la construction

chute à 50,7 en mars, contre 54,6 en février, le ralentissement de la construction de logements semblant s'accélérer. Dans le même temps, l'indice des services s'établit à 52,9, en baisse de 0,6 pt, en raison principalement des grèves dans le secteur public.

**Le FMI révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique, de 0,3 pt et de 0,1 pt respectivement, pour atteindre -0,3 % en 2023 et +1,0 % en 2024** – En 2023, la prolongation de la dynamique de la consommation publique (+2,6 %) ne permettrait pas de compenser la baisse de la consommation privée de 0,6 % et le net repli de l'investissement privé de 4,1 %. Les précédentes prévisions ayant été publiées en janvier, cet exercice incorpore désormais un scénario de politique monétaire moins restrictif et les différentes mesures annoncées par le Chancelier de l'Echiquier lors du budget de mars.

**Megan Greene a été nommé par le Chancelier de l'Echiquier afin de succéder à Silvana Tenreyro en tant que membre externe du comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre** – J. Hunt estime que la vaste expérience de M. Greene dans le domaine des marchés financiers et de l'économie réelle apportera une expertise précieuse au CPM.

Actuellement économiste en chef chez Kroll, son mandat de 3 ans, renouvelable une fois, débutera le 5 juillet 2023. À l'inverse de S. Tenreyro, membre plutôt « *dovish* », M. Greene pourrait, selon le [FT](#), être un membre plutôt « *hawkish* » puisqu'elle a soutenu la décision de la Fed de monter ses taux lors du comité qui a suivi l'agitation sur les marchés bancaires après la faillite de Silicon Valley Bank. Elle a également souligné, l'automne dernier, la nécessité pour la Banque d'Angleterre d'augmenter son taux directeur, malgré les inquiétudes selon lesquelles cela pourrait amplifier la récession britannique.

**S. Tenreyro estime que l'assouplissement quantitatif (QE) est un outil de politique monétaire particulièrement utile en période de crise, qui permet de modifier la partie longue de la courbe des taux et non pas de créer de la monnaie** – Dans un discours technique, la membre externe du Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre présente les trois canaux par lesquels le QE affecte la courbe des taux que sont la liquidité de marché, le canal du bilan et l'effet de signal. Elle décompose l'effet de signal en deux parties: le QE constitue un engagement de la part de la Banque à conserver le taux directeur à un niveau bas plus longtemps et permet d'explicitement la fonction de réaction de la Banque au niveau de la limite nominale minimale du taux directeur. Elle estime qu'en dehors des épisodes de crise, l'effet des mesures de QE est faible et temporaire. S. Tenreyro insiste sur le fait que les opérations de réduction de la

taille du bilan de la Banque (i.e. l'opposé de l'assouplissement quantitatif) ne sont pas considérées comme un outil de resserrement par la Banque d'Angleterre puisque la politique de taux est calibrée après avoir pris en compte ses effets.

## Actualité commerce & investissement

**Selon la [presse](#), l'Inde aurait interrompu les négociations commerciales avec le Royaume-Uni** – Ce désengagement serait lié au manque d'action du gouvernement britannique à la suite des manifestations du mouvement séparatiste sikh organisées récemment devant l'ambassade d'Inde à Londres. Lors d'une manifestation, des personnes ont vandalisé l'entrée de l'ambassade et arraché le drapeau indien. Le gouvernement indien a toutefois nié avoir interrompu les négociations tandis que le premier ministre Rishi Sunak, lors d'un appel avec son homologue indien Narendra Modi, a condamné les violences commises devant l'ambassade et a annoncé prendre des mesures pour assurer la sécurité de son personnel.

**L'organisation *Global Feedback* demande au gouvernement britannique une étude plus détaillée sur l'impact environnemental de l'accord de libre-échange signé avec l'Australie** – Selon l'organisation, l'étude d'impact publiée minimiserait les émissions générées par les industries bovines et laitières



australiennes (elle estime par exemple que l'empreinte carbone du bœuf Australie serait 50 % plus élevée que celle du bœuf britannique). En l'absence d'informations supplémentaires, l'organisation pourrait engager une action en justice contre le gouvernement.

**Le président américain Joe Biden invite à « retrouver la paix » en Irlande du Nord** – Dans le cadre d'un voyage officiel en Irlande du Nord à l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'accord de Vendredi saint, Joe Biden a rencontré les principaux représentants politiques d'Irlande du Nord et leur a suggéré de mettre un terme aux tensions politiques (pour mémoire, le parti unioniste (DUP) refuse de siéger au sein de l'assemblée nord-irlandaise et de participer au gouvernement, empêchant le fonctionnement normal des institutions locales). Le premier ministre britannique Rishi Sunak et Joe Biden se sont également rencontrés brièvement et ont souligné notamment l'importance du cadre de Windsor pour préserver la paix en Irlande du Nord. Joe Biden a mis en exergue le potentiel économique de l'Irlande du nord lors d'une intervention à l'université d'Ulster en indiquant de nombreuses entreprises américaines souhaiteraient investir en Irlande du Nord. A cet égard, le délégué américain pour l'Irlande du Nord Joe Kennedy accompagnera une délégation d'entreprises dans la région cette année.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

Selon un [rapport](#) d'Alternative Fund Insight, le Royaume-Uni reste un centre financier majeur pour les *Hedge Funds*, mais reste loin derrière les Etats-Unis – Ainsi, les grands fonds spéculatifs basés à Londres et dans les îles Anglo-Normandes gèreraient 315 Md\$, soit 18 % du total (1,7 tn\$) géré par les fonds spéculatifs dont les actifs s'élèvent à 10 Md\$ ou plus. Sur les 64 principaux fonds spéculatifs mondiaux, 12 sont situés au sein du Royaume-Uni (Man group, avec 95 Md\$ sous gestion et basé à Londres, est le plus important, suivi de Brevan Howard, gérant 30 Md\$, localisé à Jersey). Pour rappel, la réglementation pourrait se durcir au Royaume-Uni, le patron de la FCA, Nikhil Rathi, ayant annoncé en décembre une collaboration avec les autorités étrangères pour examiner un potentiel cadre réglementaire pour les fonds spéculatifs à effet de levier.

**La Financial Conduct Authority (FCA) sera [parmi](#) les 13 régulateurs internationaux participant au premier Greenwashing TechSprint organisé par le GFIN (Global Financial Innovation Network)** - Pour rappel, le GFIN est un groupe de plus de 80 organisations internationales engagées à soutenir l'innovation financière dans l'intérêt des

consommateurs. Le but de ce TechSprint est de développer un outil ou une solution pour aider les régulateurs et le marché à lutter efficacement contre les risques de *greenwashing* dans les services financiers. Le TechSprint durera trois mois à partir du 5 juin 2023 et se terminera par une journée de présentation en septembre. Les entreprises basées au Royaume-Uni peuvent postuler pour y participer à partir du 17 avril et la fenêtre de candidature restera ouverte pendant quatre semaines. Les entreprises sélectionnées recevront une formation en juin, juste avant le début du TechSprint.

Dans sa [planification](#) budgétaire 2023/24, la **Financial Conduct Authority (FCA)** du Royaume-Uni prévoit d'accélérer quatre domaines de travail au cours des 12 prochains mois grâce à des investissements supplémentaires - Les domaines prioritaires incluent (i) la protection des consommateurs (via le *Consumer Duty* s'appliquant à partir de juillet 2023), (ii) la préparation des services financiers pour l'avenir, (iii) le renforcement de la position du Royaume-Uni sur les marchés mondiaux de gros et (iv) la réduction et la prévention de la criminalité financière. Pour ce dernier objectif, la FCA a développé un outil basé sur le *machine learning* pour trouver et sanctionner plus efficacement les publicités mensongères et autres scams. De plus, 12 M£ seront investis pour préparer la réforme du *Future Regulatory Framework* ainsi que les réformes dites d'Edimbourg. La FCA a

également publié une [consultation](#) sur ses frais et ses redevances pour l'année à venir, proposant de geler les frais d'inscription et les frais minimums payés par les entreprises réglementées par la FCA.

## 2 Banques et assurances

La Banque d'Angleterre (BoE) [publie](#) un **Policy Statement (PS)** à la suite des réponses à sa consultation portant sur la **protection des dépôts bancaires** – Pour rappel, la *Prudential Regulatory Authority (PRA)* a proposé en septembre 2022 de modifier légèrement les règles de protection des déposants. Par ce *Policy Statement*, la PRA clarifie le fait que le régime de protection des déposants du système de compensation financière en cas de perte (FSCS) couvre toutes les institutions de monnaie électronique, les institutions de paiement autorisées, les petites institutions de paiement et les coopératives de crédit (en ce qui concerne la monnaie électronique) si une institution de crédit détenant les fonds protégés de ces entreprises fait faillite. De plus, la BoE réfléchit à conseiller au Trésor Britannique (HMT) d'accroître le seuil de protection des dépôts bancaires au-delà de 85 000 £. Cela permettrait selon le gouverneur de la BoE [A. Bailey](#), de protéger les petites banques et de limiter les paniques bancaires qui ont abouti à la faillite de la *Silicon Valley Bank* et d'autres moyennes banques américaines récemment. Il a toutefois averti quant aux coûts

financiers que cette mesure pourrait créer pour le secteur bancaire.

**La BoE publie les ratios et coussins prudentiels bancaires britanniques** – Ainsi, le ratio de capital *Common Equity Tier 1* (CET1) pour le secteur bancaire britannique a augmenté de 0,4 point de pourcentage entre le T4-2022 et le T1-2023, pour atteindre 16,1%. Le niveau de capital CET1 a diminué de 3,7 % sur ce même trimestre, passant de 490 Md£ à 472 Md£. Le total des actifs pondérés en fonction des risques (RWA) a diminué de 6,1 % au cours du trimestre, passant de 3 132 Md£ à 2 940 Md£.

**Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a nommé Franck Petitgas, ancien cadre de Morgan Stanley, comme conseiller en affaires et investissements** – F. Petitgas prendra en charge un agenda commercial pour stimuler l'innovation et la productivité afin d'aider à tenir la promesse du Premier ministre de faire croître l'économie et de réduire l'inflation de moitié d'ici la fin de l'année. La nomination de F. Petitgas intervient alors que le Royaume-Uni cherche à relancer les investissements privés et à faire face à une inflation élevée. Pour rappel, les dernières prévisions économiques du FMI indiquent que l'économie britannique devrait rétrécir de 0,3 % en 2023 tandis que celle de pays comme la France et les États-Unis devraient continuer à croître.

**Le Secrétaire Economique au Trésor, A. Griffith, a prononcé un discours à Mansion House sur le thème de**

**l'éducation et de l'inclusion financière** - Dans ce discours, il souligne l'importance de la littératie financière et de l'inclusion financière pour tous. Il explique que le gouvernement peut intervenir de quatre manières pour soutenir l'inclusion financière : (i) en aidant directement les personnes exclues, (ii) en légiférant avec des réglementations proportionnées, (iii) en soutenant la littératie financière et (iv) en créant un environnement favorable aux innovateurs pour la création de nouveaux produits. Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour favoriser l'inclusion financière, notamment en maintenant un financement record pour les services de conseil en dette gratuits, en obligeant les banques à proposer des comptes sans frais et en soutenant le crédit abordable. Le ministre a également souligné la nécessité de disposer de réglementations proportionnées pour éviter de créer des obstacles supplémentaires à l'inclusion financière. Enfin, il a encouragé les innovations dans les produits financiers pour atteindre les personnes qui ont été exclues des services financiers traditionnels.

### 3 Audit

**Le cabinet EY abandonne ses projets de scission entre sa branche audit et de conseil** – Pour rappel, l'entreprise avait suspendu le projet début mars à la suite de l'hostilité de l'exécutif et des auditeurs américains du groupe, où l'environnement réglementaire est plus souple. Ce projet de scission avait été conçu pour éviter les conflits d'intérêts



qui empêchent les consultants d'EY de conseiller les clients d'audit de la société, limitant potentiellement la croissance de l'entreprise. Son abandon résulte de l'opposition des auditeurs américains du groupe. Cependant, l'équipe dirigeante mondiale a indiqué qu'elle restait déterminée à "créer deux organisations de classe mondiale qui font progresser la qualité de l'audit, l'indépendance et le choix des clients", sans pour autant donner davantage de précisions pour le moment. L'abandon de ce projet, qui a coûté 600 M\$ et mobilisé 2 000 salariés, a amené les dirigeants britanniques à annoncer de futures coupes budgétaires ainsi que des coupes salariales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Londres

Rédacteurs : Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)